

**CONVENTION CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DE
DÉCISIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES**

(Conclue le 2 octobre 1973)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes pour régler la reconnaissance et l'exécution réciproques de décisions relatives aux obligations alimentaires envers les adultes,

Désirant coordonner ces dispositions et celles de la Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux décisions en matière d'obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime, rendues par les autorités judiciaires ou administratives d'un Etat contractant entre:

1. un créancier et un débiteur d'aliments; ou
2. un débiteur d'aliments et une institution publique qui poursuit le remboursement de la prestation fournie à un créancier d'aliments.

Elle s'applique également aux transactions passées dans cette matière devant ces autorités et entre ces personnes.

Article 2

La Convention s'applique aux décisions et aux transactions, quelle que soit leur dénomination.

Elle s'applique également aux décisions ou transactions modifiant une décision ou une transaction antérieure, même au cas où celle-ci proviendrait d'un Etat non contractant.

Elle s'applique sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments et quelle que soit la nationalité ou la résidence habituelle des parties.

Article 3

Si la décision ou la transaction ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de la Convention reste limité à cette dernière.

CHAPITRE II – CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Article 4

Le décision rendue dans un Etat contractant doit être reconnue ou déclarée exécutoire dans un autre Etat contractant:

1. si elle a été rendue par une autorité considérée comme compétente au sens des articles 7 ou 8; et
2. si elle ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine.

Les décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles sont, quoique susceptibles de recours ordinaire, reconnues ou déclarées exécutoires dans l'Etat requis si pareilles décisions peuvent y être rendues et exécutées.

Article 5

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée:

1. si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis; ou
2. si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure; ou
3. si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'Etat requis, première saisie; ou
4. si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et sur le même objet, soit dans l'Etat requis, soit dans un autre Etat lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'Etat requis.

Article 6

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut n'est reconnue ou déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense.

Article 7

L'autorité de l'Etat d'origine est considérée comme compétente au sens de la Convention:

1. si le débiteur ou le créancier d'aliments avait sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou
2. si le débiteur et le créancier d'aliments avaient la nationalité de l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou
3. si le défendeur s'est soumis à la compétence de cette autorité soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond sans réserves touchant à la compétence.

Article 8

Sans préjudice des dispositions de l'article 7, les autorités d'un Etat contractant qui ont statué sur la réclamation en aliments sont considérées comme compétentes au sens de la Convention si ces aliments sont dus en raison d'un divorce, d'une séparation de corps, d'une annulation ou d'une nullité de mariage intervenu devant une autorité de cet Etat reconnue comme compétente en cette matière, selon le droit de l'Etat requis.

Article 9

L'autorité de l'Etat requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'Etat d'origine a fondé sa compétence.

Article 10

Lorsque la décision porte sur plusieurs chefs de la demande en aliments et que la reconnaissance ou l'exécution ne peut être accordée pour le tout, l'autorité de l'Etat requis applique la Convention à la partie de la décision qui peut être reconnue ou déclarée exécutoire.

Article 11

Lorsque la décision a ordonné la prestation d'aliments par paiements périodiques, l'exécution est accordée tant pour les paiements échus que pour ceux à échoir.

Article 12

L'autorité de l'Etat requis ne procède à aucun examen au fond de la décision, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

CHAPITRE III – PROCÉDURE DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Article 13

La procédure de la reconnaissance ou de l'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

Article 14

La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

Article 15

Le créancier d'aliments qui, dans l'Etat d'origine, a bénéficié en tout ou en partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens, bénéficie, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'Etat requis.

Article 16

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans les procédures visées par la Convention.

Article 17

La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution d'une décision doit produire:

1. une expédition complète et conforme de la décision;
2. tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et, le cas échéant, qu'elle y est exécutoire;
3. s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document de nature à prouver que l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été régulièrement notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine;
4. le cas échéant, toute pièce de nature à prouver qu'elle a obtenu l'assistance judiciaire ou une exemption de frais et dépens dans l'Etat d'origine;
5. sauf dispense de l'autorité de l'Etat requis, la traduction certifiée conforme des documents mentionnés ci-dessus.

A défaut de production des documents mentionnés ci-dessus ou si le contenu de la décision ne permet pas à l'autorité de l'Etat requis de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies, cette autorité impartit un délai pour produire tous documents nécessaires.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX INSTITUTIONS PUBLIQUES

Article 18

La décision rendue contre un débiteur d'aliments à la demande d'une institution publique qui poursuit le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments est reconnue et déclarée exécutoire conformément à la Convention:

1. si ce remboursement peut être obtenu par cette institution selon la loi qui la régit; et
2. si l'existence d'une obligation alimentaire entre ce créancier et ce débiteur est prévue par la loi interne désignée par le droit international privé de l'Etat requis.

Article 19

Une institution publique peut, dans la mesure des prestations fournies au créancier, demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments si, d'après la loi qui la régit, elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou à demander l'exécution de la décision à la place du créancier.

Article 20

Sans préjudice des dispositions de l'article 17, l'institution publique qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire tout document de nature à prouver qu'elle répond aux conditions prévues par l'article 18, chiffre 1, ou par l'article 19, et que les prestations ont été fournies au créancier d'aliments.

CHAPITRE V – TRANSACTIONS

Article 21

Les transactions exécutoires dans l'Etat d'origine sont reconnues et déclarées exécutoires aux mêmes conditions que les décisions, en tant que ces conditions leur sont applicables.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22

Les Etats contractants dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorderont la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments ou à couvrir des frais et dépens encourus pour toute demande régie par la Convention.

Article 23

La Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'Etat d'origine et l'Etat requis ou que le droit non conventionnel de l'Etat requis soient invoqués pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'une décision ou d'une transaction.

Article 24

La Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle la décision a été rendue.

Lorsque la décision a été rendue avant l'entrée en vigueur de la Convention dans les rapports entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, elle ne sera déclarée exécutoire dans ce dernier Etat que pour les paiements à échoir après cette entrée en vigueur.

Article 25

Tout Etat contractant peut, à tout moment, déclarer que les dispositions de la Convention seront étendues, dans ses relations avec les Etats qui auront fait la même déclaration, à tout acte authentique dressé par-devant une autorité ou un officier public, reçu et exécutoire dans l'Etat d'origine, dans la mesure où ces dispositions peuvent être appliquées à ces actes.

Article 26

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 34, se réserver le droit de ne pas reconnaître ni déclarer exécutoires:

1. les décisions et les transactions portant sur les aliments dus pour la période postérieure au mariage ou au vingt-et-unième anniversaire du créancier par un débiteur autre que l'époux ou l'ex-époux du créancier;
2. les décisions et les transactions en matière d'obligations alimentaires
 - a) entre collatéraux;
 - b) entre alliés;
3. les décisions et les transactions ne prévoyant pas la prestation d'aliments par paiements périodiques.

Aucun Etat contractant qui aura fait l'usage d'une réserve ne pourra prétendre à l'application de la Convention aux décisions et aux transactions exclues dans sa réserve.

Article 27

Si un Etat contractant connaît, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système juridique que son droit désigne comme applicable à une catégorie particulière de personnes.

Article 28

Si un Etat contractant comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit s'appliquent en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires:

1. toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat d'origine vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue;

2. toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat requis vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution est invoquée;

3. toute référence faite, dans l'application des chiffres 1 et 2, soit à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine, soit à la loi ou à la procédure de l'Etat requis, doit être interprétée comme comprenant tous les règles et principes légaux appropriés de l'Etat contractant qui régissent les unités territoriales qui le forment;

4. toute référence à la résidence habituelle du créancier ou du débiteur d'aliments dans l'Etat d'origine vise sa résidence habituelle dans l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue.

Tout Etat contractant peut, en tout temps, déclarer qu'il n'appliquera pas l'une ou plusieurs de ces règles à une ou plusieurs dispositions de la Convention.

Article 29

La présente Convention remplace dans les rapports entre les Etats qui y sont Parties, la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye le 15 avril 1958.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS FINALES

Article 30

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 31

Tout Etat qui n'est devenu Membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 35, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 3 de l'article 37. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 32

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation, de l'acceptation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats contractants qui, dans les douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 37, chiffre 4, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles et pourra, à tout moment, modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître une décision en matière d'obligations alimentaires si, à la date à laquelle la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle la décision a été obtenue.

Article 34

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues à l'article 26. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 32, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 35

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 30.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

- pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 31;
- pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 32, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 36

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 35, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 37

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 31:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 30;
2. la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 35;
3. les adhésions visées à l'article 31 et la date à laquelle elles auront effet;
4. les extensions visées à l'article 32 et la date à laquelle elles auront effet;
5. les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 31 et 32;
6. les déclarations mentionnées aux articles 25 et 32;
7. les dénonciations visées à l'article 36;
8. les réserves prévues aux articles 26 et 34, et le retrait des réserves prévu à l'article 34.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 2 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

**CONVENTION ON THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF DECISIONS
RELATING TO MAINTENANCE OBLIGATIONS**

(Concluded October 2nd, 1973)

The States signatory to this Convention,

Desiring to establish common provisions to govern the reciprocal recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations in respect of adults,

Desiring to coordinate these provisions and those of the Convention of the 15th of April 1958 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations in Respect of Children,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions:

CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

This Convention shall apply to a decision rendered by a judicial or administrative authority in a Contracting State in respect of a maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation towards an infant who is not legitimate, between –

(1) a maintenance creditor and a maintenance debtor; or

(2) a maintenance debtor and a public body which claims reimbursement of benefits given to a maintenance creditor.

It shall also apply to a settlement made by or before such an authority ("transaction") in respect of the said obligations and between the same parties (hereafter referred to as a "settlement").

Article 2

This Convention shall apply to a decision or settlement however described.

It shall also apply to a decision or settlement modifying a previous decision or settlement, even in the case where this originates from a non-Contracting State.

It shall apply irrespective of the international or internal character of the maintenance claim and whatever may be the nationality or habitual residence of the parties.

Article 3

If a decision or settlement does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of the Convention is limited to the parts of the decision or settlement which concern maintenance obligations.

CHAPTER II – CONDITIONS FOR RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF DECISIONS

Article 4

A decision rendered in a Contracting State shall be recognised or enforced in another Contracting State –

(1) if it was rendered by an authority considered to have jurisdiction under Article 7 or 8; and

(2) if it is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin. Provisionally enforceable decisions and provisional measures shall, although subject to ordinary forms of review, be recognised or enforced in the State addressed if similar decisions may be rendered and enforced in that State.

Article 5

Recognition or enforcement of a decision may, however, be refused –

(1) if recognition or enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ("ordre public") of the State addressed; or

(2) if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure; or

(3) if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted; or

(4) if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed.

Article 6

Without prejudice to the provisions of Article 5, a decision rendered by default shall be recognised or enforced only if notice of the institution of the proceedings, including notice of the substance of the claim, has been served on the defaulting party in accordance with the law of the State of origin and if, having regard to the circumstances, that party has had sufficient time to enable him to defend the proceedings.

Article 7

An authority in the State of origin shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention –

(1) if either the maintenance debtor or the maintenance creditor had his habitual residence in the State of origin at the time when the proceedings were instituted; or

(2) if the maintenance debtor and the maintenance creditor were nationals of the State of origin at the time when the proceedings were instituted; or

(3) if the defendant had submitted to the jurisdiction of the authority, either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction.

Article 8

Without prejudice to the provisions of Article 7, the authority of a Contracting State which has given judgment on a maintenance claim shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention if the maintenance is due by reason of a divorce or a legal separation, or a declaration that a marriage is void or annulled, obtained from an authority of that State recognised as having jurisdiction in that matter, according to the law of the State addressed.

Article 9

The authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.

Article 10

If a decision deals with several issues in an application for maintenance and if recognition or enforcement cannot be granted for the whole of the decision, the authority of the State addressed shall apply this Convention to that part of the decision which can be recognised or enforced.

Article 11

If a decision provided for the periodical payment of maintenance, enforcement shall be granted in respect of payments already due and in respect of future payments.

Article 12

There shall be no review by the authority of the State addressed of the merits of a decision, unless this Convention otherwise provides.

**CHAPTER III – PROCEDURE FOR RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF
DECISIONS**

Article 13

The procedure for the recognition or enforcement of a decision shall be governed by the law of the State addressed, unless this Convention otherwise provides.

Article 14

Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.

Article 15

A maintenance creditor, who, in the State of origin, has benefited from complete or partial legal aid or exemption from costs or expenses, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit from the most favourable legal aid or the most extensive exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed.

Article 16

No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in the proceedings to which the Convention refers.

Article 17

The party seeking recognition or applying for enforcement of a decision shall furnish

–

- (1) a complete and true copy of the decision;
- (2) any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and, where necessary, that it is enforceable;
- (3) if the decision was rendered by default, the original or a certified true copy of any document required to prove that the notice of the institution of proceedings, including notice of the substance of claim, has been properly served on the defaulting party according to the law of the State of origin;
- (4) where appropriate, any document necessary to prove that he obtained legal aid or exemption from costs or expenses in the State of origin;

(5) a translation, certified as true, of the above-mentioned documents unless the authority of the State addressed dispenses with such translation.

If there is a failure to produce the documents mentioned above or if the contents of the decision do not permit the authority of the State addressed to verify whether the conditions of this Convention have been fulfilled, the authority shall allow a specified period of time for the production of the necessary documents.

No legalisation or other like formality may be required.

CHAPTER IV – ADDITIONAL PROVISIONS RELATING TO PUBLIC BODIES

Article 18

A decision rendered against a maintenance debtor on the application of a public body which claims reimbursement of benefits provided for a maintenance creditor shall be recognised and enforced in accordance with this Convention –

(1) if reimbursement can be obtained by the public body under the law to which it is subject; and

(2) if the existence of a maintenance obligation between the creditor and the debtor is provided for by the internal law applicable under the rules of private international law of the State addressed.

Article 19

A public body may seek recognition or claim enforcement of a decision rendered between a maintenance creditor and maintenance debtor to the extent of the benefits provided for the creditor if it is entitled *ipso jure*, under the law to which it is subject, to seek recognition or claim enforcement of the decision in place of the creditor.

Article 20

Without prejudice to the provisions of Article 17, the public body seeking recognition or claiming enforcement of a decision shall furnish any document necessary to prove that it fulfils the conditions of sub-paragraph 1, of Article 18 or Article 19, and that benefits have been provided for the maintenance creditor.

CHAPTER V – SETTLEMENTS

Article 21

A settlement which is enforceable in the State of origin shall be recognised and enforced subject to the same conditions as a decision so far as such conditions are applicable to it.

CHAPTER VI – MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 22

A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable as maintenance or to cover costs and expenses in respect of any claim under this Convention.

Article 23

This Convention shall not restrict the application of an international instrument in force between the State of origin and the State addressed or other law of the State addressed for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a decision or settlement.

Article 24

This Convention shall apply irrespective of the date on which a decision was rendered.

Where a decision has been rendered prior to the entry into force of the Convention between the State of origin and the State addressed, it shall be enforced in the latter State only for payments falling due after such entry into force.

Article 25

Any Contracting State may, at any time, declare that the provisions of this Convention will be extended, in relation to other States making a declaration under this Article, to an official deed ("acte authentique") drawn up by or before an authority or public official and directly enforceable in the State of origin insofar as these provisions can be applied to such deeds.

Article 26

Any Contracting State may, in accordance with Article 34, reserve the right not to recognise or enforce –

(1) a decision or settlement insofar as it relates to a period of time after a maintenance creditor attains the age of twenty-one years or marries, except when the creditor is or was the spouse of the maintenance debtor;

(2) a decision or settlement in respect of maintenance obligations

a) between persons related collaterally;

b) between persons related by affinity;

(3) a decision or settlement unless it provides for the periodical payment of maintenance.

A Contracting State which has made a reservation shall not be entitled to claim the application of this Convention to such decisions or settlements as are excluded by its reservation.

Article 27

If a Contracting State has, in matters of maintenance obligations, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system which its law designates as applicable to a particular category of persons.

Article 28

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to the recognition and enforcement of maintenance decisions –

(1) any reference to the law or procedure or authority of the State of origin shall be construed as referring to the law or procedure or authority of the territorial unit in which the decision was rendered;

(2) any reference to the law or procedure or authority of the State addressed shall be construed as referring to the law or procedure or authority of the territorial unit in which recognition or enforcement is sought;

(3) any reference made in the application of sub-paragraph 1 or 2 to the law or procedure of the State of origin or to the law or procedure of the State addressed shall be construed as including any relevant legal rules and principles of the Contracting State which apply to the territorial units comprising it;

(4) any reference to the habitual residence of the maintenance creditor or the maintenance debtor in the State of origin shall be construed as referring to his habitual residence in the territorial unit in which the decision was rendered.

Any Contracting State may, at any time, declare that it will not apply any one or more of the foregoing rules to one or more of the provisions of this Convention.

Article 29

This Convention shall replace, as regards the States who are Parties to it, the Convention on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations in Respect of Children, concluded at The Hague on the 15th of April 1958.

CHAPTER VII – FINAL CLAUSES

Article 30

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 31

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 35.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 3 of Article 37.

Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 32

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The extension shall have effect as regards the relations between the Contracting States which have not raised an objection to the extension in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 4 of Article 37 and the territory or territories for the international relations of which the State in question is responsible and in respect of which the notification was made.

Such an objection may also be raised by Member States when they ratify, accept or approve the Convention after an extension.

Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 33

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to the recognition and enforcement of maintenance decisions, it may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

Other Contracting States may decline to recognise a maintenance decision if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the territorial unit in which the decision was rendered.

Article 34

Any State may, not later than the moment of its ratification, acceptance, approval or accession, make one or more of the reservations referred to in Article 26. No other reservation shall be permitted.

Any State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 32, make one or more of the said reservations applicable to all or some of the territories mentioned in the extension.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 35

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 30.

Thereafter the Convention shall enter into force

– for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

– for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in Article 31;

– for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 32, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in that Article.

Article 36

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 35, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 37

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 31, of the following –

(1) the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 30;

(2) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 35;

(3) the accessions referred to in Article 31 and the dates on which they take effect;

(4) the extensions referred to in Article 32 and the dates on which they take effect;

(5) the objections raised to accessions and extensions referred to in Articles 31 and 32;

- (6) the declarations referred to in Articles 25 and 32;
- (7) the denunciations referred to in Article 36;
- (8) the reservations referred to in Articles 26 and 34 and the withdrawals referred to in Article 34.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 2nd day of October 1973, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'W. J. de Groot', written over a horizontal line.

Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands